



Communiqué de presse

Bordeaux, le 12 janvier 2022

Hier soir à 18h30, sur la ligne Bordeaux-Arcachon a eu lieu une violente agression entre usagers, à la descente de la gare de Marcheprime. Comme à l'accoutumé sur cette ligne, il n'y avait pas de contrôleurs à bord du train. Le conducteur a dû quitter son poste de conduite pour porter assistance à la personne agressée à bord du train ; il s'est alors aperçu qu'une autre personne qui avait porté assistance à la personne agressée, a elle-même été victime sur le quai. Des cheminots qui étaient à bord du train « en voyageur », ont porté assistance aux usagers et au conducteur, lui indiquant que le second agressé a été jeté sur les voies (voilà pourquoi la polémique sur la gratuité pour les cheminots est infame). La direction avertie dans les minutes qui ont suivi l'incident n'a pris aucune mesure, ni informé qui que ce soit. Sans la solidarité des cheminots présents, le conducteur n'aurait pas vu le second agressé sur les voies devant le train. Que ce serait-il passé ? Il aurait repris la marche du train et aurait « écrasé » cette personne ? Des usagers de la ligne, choqués ont communiqué sur les réseaux sociaux, déplorant l'état de délabrement permanent et grandissant des conditions de transport sur la ligne Bordeaux - Arcachon, réclamant le retour des contrôleurs à bord de chaque train.

Pour rappel, aux côtés des associations d'usagers, nous étions intervenus collectivement lors d'agressions antérieures d'usagers sur la ligne de Langon, et plus récemment, sur l'agression d'un agent SNCF qui n'était pas en service. D'ailleurs, à la fin de l'année 2019, nous avons interpellé le Président de la Région, autorité organisatrice des TER en Nouvelle aquitaine. Il était question de lui remettre, un rapport préventif de la CGT qui répertorie 12 risques identifiés lors d'une circulation sans contrôleur et une enquête que nous avons réalisé avec des associations d'usagers. Celle-ci établissait clairement une exaspération grandissante d'usagers de la ligne Arcachon, confronté à une organisation dénuée de présence humaine à bord des trains. Bien que cette rencontre fit suite au grave accident TER en Champagne-Ardenne, l'exécutif avait clairement assumé cet état de fait, contractualisé (Article 14 de la Convention TER actuelle) et confirmé la généralisation des TER sans contrôleur à toute la Gironde, le Président avait cependant déclaré ne pas comprendre l'absence de contrôleur sur le reste de la Région. **Depuis, en dehors de la Gironde, la SNCF a industrialisé cette pratique, puisqu'en 2021, 5000 TER ont circulé dans ces conditions rétrogrades, y compris dans les zones à faible densité de population comme en Limousin et la Dordogne, où l'on dénombre sur ce seul périmètre, plus de 2200 circulations sans contrôleur pour l'année 2021 alors que la convention TER prévoit l'accompagnement systématique. Les usagers et cheminots paient donc clairement la baisse de dotation de la dernière convention.**

Une nouvelle fois, la CGT des cheminots qui œuvre inlassablement pour un service public digne de notre siècle, exige l'arrêt des baisses de dotations de la Région pour les TER, ainsi que l'arrêt d'une organisation dangereuse du service SNCF qui en découle. C'est possible car lorsque le budget annuel de tous les TER de la région est sensiblement équivalent à celui de Bordeaux Métropole pour ses transports urbains (300 millions TER/275 millions TBM), il ne serait pas aberrant de retrouver les quelques dizaines de millions d'euros pour retrouver « sûreté et sécurité » pour les usagers du train en Nouvelle-Aquitaine. Pas un train ne doit circuler sans contrôleur !

Contact presse : 05.56.33.61.50